

Archives diocésaines de Cambrai

Série L - TEMPOREL

Sous-Série 1 L 06 - Répertoire numérique détaillé de l'Association Immobilière *Escaut-Cambrésis* (1897-1977)

Erin LEFEVRE, étudiante en Master UPHF - Valenciennes,
Maxence PETIT, étudiant en Master UPHF - Valenciennes,
Florent GÉRARD, étudiant en Master H2M UPHF - Valenciennes

sous la direction de
Caroline BIENCOURT

Mise à jour juin 2024

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
ISAD – G	3
Plan de classement de la Série L par sous-séries	7
Organigramme des associations immobilières	9
Introduction	9
Présentation historique et évolutions juridiques des associations immobilières du diocèse de Cambrai	13
Répertoire Numérique Détaillé	21
Sous-Série 1L 06. - Association Immobilière <i>Escaut-Cambrésis</i>	21
I- Constitution de l'Association immobilière Escaut-Cambrésis	21
A - Associations originelles	21
B- Nouvelle forme de l'association	22
II- Fusion avec d'autres associations (classées par ordre alphabétique de commune)	22
III- <i>Addendas</i> (à partir de 2024)	30

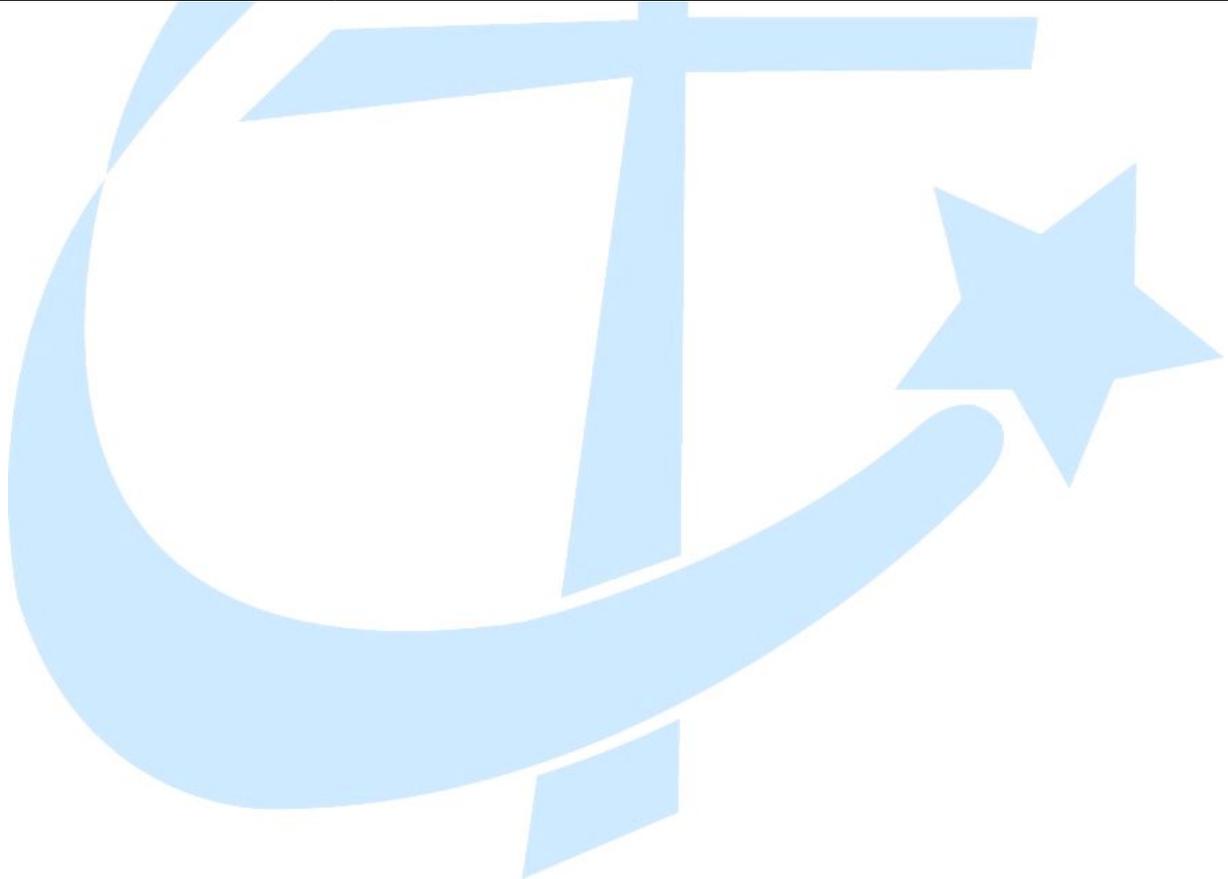
ISAD – G

<u>Identification du contenu</u>	
Référence	Série L - Temporel
Intitulé	Sous-Série 1 L 06 - Répertoire numérique détaillé de l'Association Immobilière <i>Escaut-Cambrésis</i> (1897-1977)
Dates extrêmes	1897-1977
Niveau de description	Description à la pièce
Importance matérielle	Répertoire numérique détaillé de l'Association Immobilière <i>Escaut-Cambrésis</i> : 0,60 ml (6 boîtes d'archives)
<u>Contexte de production</u>	
Nom du producteur	Association Diocésaine de Cambrai
Notice historique	<p>L'administration du Temporel recouvre plusieurs aspects.</p> <p>Une bonne partie de l'activité est liée à la gestion immobilière des biens appartenant à l'Association Diocésaine de Cambrai, ou à ses filiales constituées en associations immobilières sur son territoire.</p> <p>Les sous-séries de la série 1 L concernent donc les activités du service de l'économet diocésain et en partie de son service de l'immobilier.</p> <p>Le fonds du service immobilier est donc pluriel et correspond au mode de fonctionnement de l'Association Diocésaine qui a évolué avec le temps, et selon les époques.</p>
Historique de la conservation	<p>Avant que le diocèse de Cambrai ne se dote d'un service dédié à l'immobilier, le suivi de gestion des biens immobiliers a été l'affaire de plusieurs personnes en responsabilité au diocèse.</p> <p>La gestion des biens immobiliers a d'abord été l'affaire de la chancellerie, soit le chancelier lui-même aidé par deux vicaires attitrés à cette mission. Par la suite, c'est le service de l'économet diocésain, nouvellement créé avec la nomination de M. Jean HORENT, qui s'est occupé de ce sujet. Enfin, un service immobilier a été instauré par le diocèse de Cambrai, avec à sa tête des responsables spécifiques.</p> <p style="text-align: center;"><i>Liste chronologique :</i></p> <p><i>Chancellerie, avec deux vicaires :</i> P. Jean LALLEMAND (1912 -+2008), chancelier (novembre 1952 - 1981)</p>

	<p>P. Jacques BAVIERE (1910 - +1983), secrétaire de la commission des églises nouvelles (1960)</p> <p>P. Henri FALEMPE (1921 - + 1988), adjoint à la direction du service des immeubles (1966-1971), notaire adjoint (à partir du 30 novembre 1966)</p> <p><i>puis</i></p> <p>P. André RINGEVAL (1926 -+2009), chancelier (1^{er} juillet 1981 - 1^{er} septembre 2006)</p> <p><i>Économat diocésain</i></p> <p>Jean HORENT, économiste diocésain (1991-2016)</p> <p>Nicolas FOUREST, économiste diocésain (à partir du 28 novembre 2016)</p> <p><i>Service immobilier</i></p> <p>Antoine DERNONCOURT, diacre (1926 - +2012), chargé de la réorganisation juridique des biens immobiliers ([vers 1966] - 1986)</p> <p>Joel BONNECHERE, responsable de la commission immobilière (2003-2006)</p> <p>Michel ANDRE responsable de la commission immobilière (2007-2016)</p> <p>Jonathan DANHIEZ, service des affaires immobilières, travaux et sécurité (depuis 2017)</p> <p>Les fonds des sous-séries étaient donc conservés en partie aux archives diocésaines mais sans classement. D'autres proviennent des bureaux du service de l'immobilier, en fonction des départs successifs de leurs différents responsables.</p> <p>Le fonds d'Antoine DERNONCOURT était conservé dans une ancienne salle de stockage du serveur et dans la salle d'archives de la chancellerie, en plusieurs vrac.</p> <p>Les fonds des actes de propriété des anciens bâtiments ayant appartenus à l'association diocésaine ainsi que les fonds des sociétés immobilières proviennent de l'ancien bureau de M. Joel BONNECHERE.</p> <p>Les sous-séries ont été réordonnées afin d'être classées.</p> <p>Le plan de classement des différents fonds est annoncé à la suite de l'ISAD-G.</p>
Modalités d'entrée	Versement
<u>Contenu et structure</u>	
Présentation du contenu	<p>Le fonds immobilier du diocèse de Cambrai regroupe toute l'activité immobilière sur les quatre agglomérations suivantes : le Douaisis, le Cambrésis, le Valenciennois et l'Avesnois.</p> <p>La sous-série 1L 06 porte sur la gestion des biens immobiliers</p>

	<p>gérés par des associations qui ont fusionné avec l'Association <i>Escaut-Cambrésis</i>.</p> <p>On y trouve les statuts de l'association <i>Escaut-Cambrésis</i> puis des documents relatifs à la gestion des biens immobiliers (achat, donation, vente, expropriation, travaux, gestion des impôts fonciers...) et les différentes associations qui ont fusionné avec celle-ci.</p> <p>On y trouve donc les documents juridiques (statuts, fusion et absorption entre associations) des différentes sociétés immobilières et/ou d'associations, et tous les documents relatifs à la gestion de leurs activités (gestion des capitaux financiers, des biens immobiliers, comptabilité et ressources humaines).</p> <p>L'inventaire a été rédigé et dressé en 2023 par Érin LEFEVRE et Maxence PETIT.</p> <p>Le conditionnement du fonds et la mise en page du répertoire numérique a été assuré en 2024 par Florent GERARD.</p>
Abréviations	<p>S.C.I. : Société Civile Immobilière S.A. : Société Anonyme S.A.R.L : Société à Responsabilité Limitée s.d. : sans date J.O. : Journal Officiel P.V. : Procès-verbal A.G. : Assemblée générale</p>
Évaluations, tris et éliminations	Doubles et documents vierges
Accroissement	En fonction des versements des actes de ventes d'immeubles ayant appartenus à l'Association diocésaine, en provenance du service immobilier du diocèse. Ces titres seront inventoriés à la suite de la II ^{ème} partie de l'inventaire.
Mode de classement	Répertoire numérique détaillé. Inventaire et analyses à la pièce.
<u>Conditions d'accès et d'utilisation</u>	
Conditions d'accès	Communication immédiate
Conditions de reproduction	Les documents peuvent être photocopiés avec l'accord préalable de l'archiviste, qui se réserve le droit de refuser suivant l'état des documents.
Langue et écriture des documents	Français
Caractéristiques matérielles et contraintes techniques	Bon état général

Instruments de recherche	<i>Voir</i> les autres sous-série du fonds L.
Sources complémentaires	Publications au Journal Officiel sur l'association <i>Escout-Cambrésis</i> : https://www.journal-officiel.gouv.fr/pages/associations-detail-annonce/?q.id=id:197600230179
Bibliographie	/
<u>Contrôle de la description</u>	
Notes de l'archiviste	Certaines analyses ne sont pas publiées en totalité, en raison du respect des normes de RGPD. L'inventaire complet est à la discrétion de l'archiviste et ne pourra être communiqué uniquement dans son intégralité qu'à compter de 2048.
Règles ou conventions	Norme ISAD G
Dates de la description	juin 2024



Plan de classement de la Série L par sous-séries

Après traitement des vrac issus des différents services de la chancellerie, de l'éconamat diocésain et des fonds plus anciens des responsables successifs du service immobilier de l'Association Diocésaine de Cambrai, il a été décidé d'organiser la série 1L de la manière suivante.

Les sous-séries portent surtout sur les versements des archives de l'éconamat et des associations immobilières relevant de l'Association Diocésaine constituées sur son territoire.

Voici l'organisation et l'appellation des sous-séries du fonds 1L.

SOUS-SÉRIE 1 L -
Inventaire du Temporel de l'Association Diocésaine et Actes de propriété des immeubles appartenant ou ayant appartenus à l'Association Diocésaine
[à venir pour la partie II]

SOUS-SÉRIE 1 L 01 -
Syndicat Ecclésiastique
[à venir]

SOUS-SÉRIE 1 L 02
Premier versement d'archives du service de l'éconamat diocésain
(1926-2017)
Non communicable pour certains articles

SOUS-SÉRIE 1 L 03
Le Bonheur
(1920-2012)

SOUS-SÉRIE 1 L 04
Associations Indépendantes *[à compléter]*

- *Association familiale d'enseignement et d'éducation populaire d'Honnecourt, Honnecourt-sur-Escout (1942 - 1972),*
- *Association Immobilière de la paroisse de Solesmes, Solesmes [1973]*

SOUS-SÉRIE 1 L 05-
Association Immobilière *Cambrésis-Ostrevant*
(1900-1973)

SOUS-SÉRIE 1 L 06-
Association Immobilière *Escaut-Cambrésis*
(1897-1977)

SOUS-SÉRIE 1 L 07-
Association Immobilière *Douaisis-Ostrevant* (1766-1977)
et Autres associations situées sur ce territoire :
***Les Immeubles d'Auby* (1925-1972)**
***Association Jeanne d'Arc* à Sin-le-Noble (1971)**

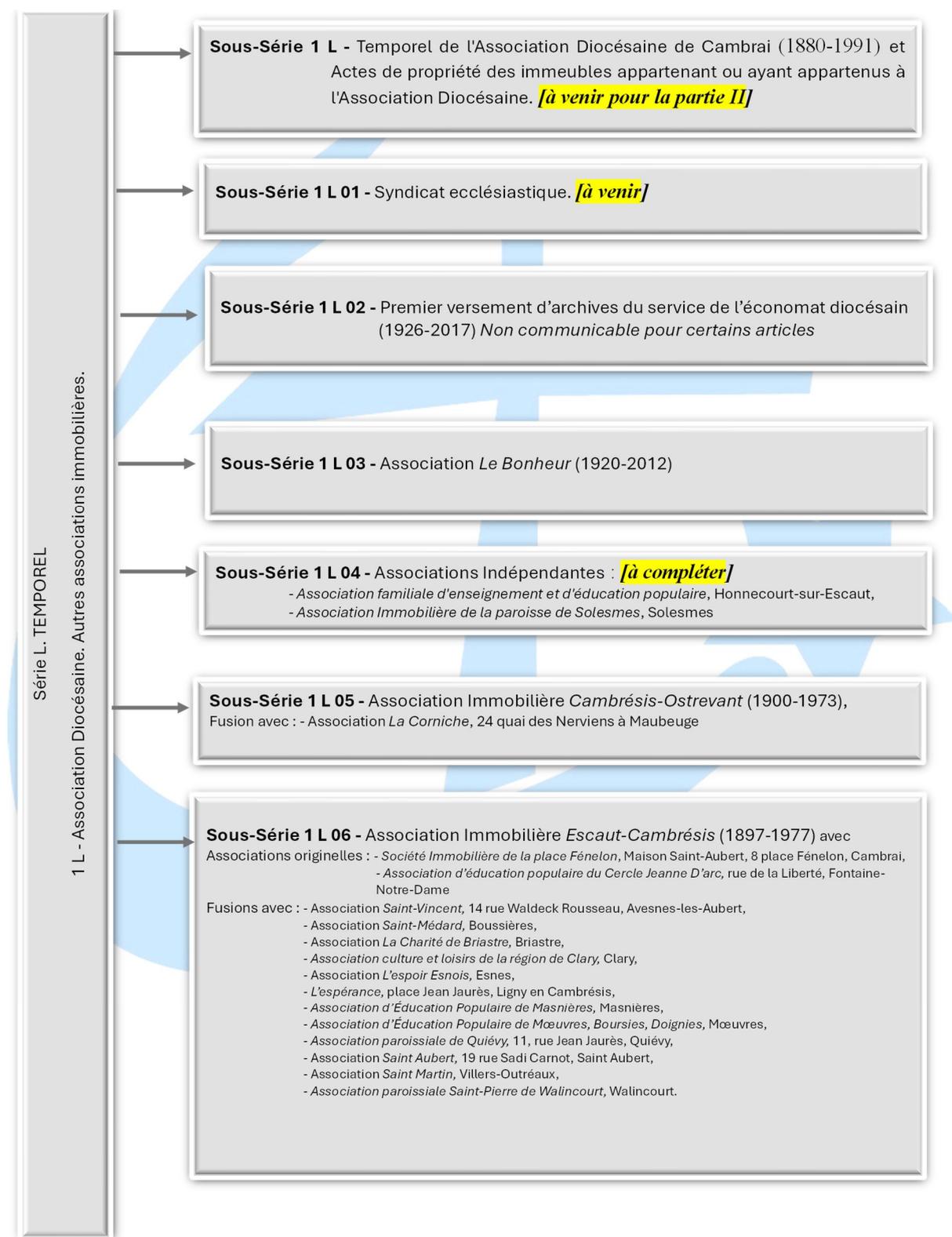
SOUS-SÉRIE 1 L 08-
Association Immobilière *Avesnois-Thiérache*
[à venir]

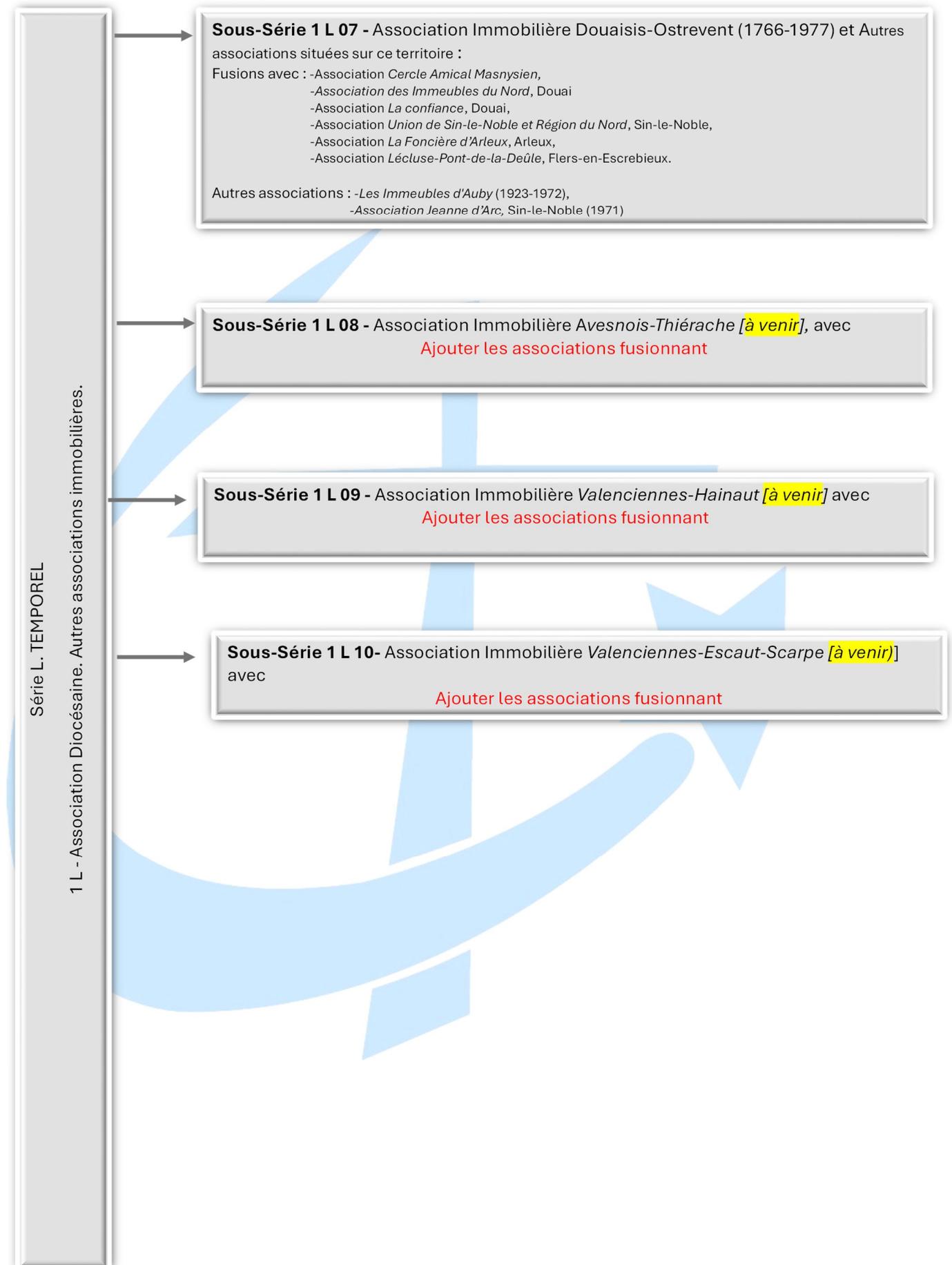
SOUS-SÉRIE 1 L 09-
Association Immobilière *Valenciennes-Hainaut*
[à venir]

SOUS-SÉRIE 1 L 10-
Association Immobilière *Valenciennes-Escaut-Scarpe*
[à venir]

Organigramme des associations immobilières

Diocèse de Cambrai - Répartition des associations immobilières





Introduction

Série L - Temporel de l'Association Diocésaine de Cambrai

À la suite de la Séparation de l'Église et de l'État du 9 décembre 1905, l'Église Catholique a refusé les dispositions juridiques proposées par le gouvernement français d'être géré soit selon le statut de la loi de 1901 sur les associations soit selon le statut d'association culturelle. Les catholiques français obtiennent finalement en 1923-1924 la mise en place d'une structure juridique spécifique : celui d'association diocésaine, approuvé par le Pape Pie XI le 18 janvier 1924.

Cependant, avant même leur mise en place, l'Église Catholique de France avait créé des mutualités diocésaines et des syndicats ecclésiastiques. Pour ces derniers, en effet, une loi, en date du 12 mars 1920, avait ouvert au personnel religieux la possibilité d'un syndicalisme professionnel, en rendant applicable aux professions libérales (le clergé étant rangé sous cette rubrique) les dispositions du régime institué par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats.

Ces syndicats avaient pour activités et fonctions de s'occuper de la protection des biens de l'Église (gestion immobilière et des capitaux), d'assurer des moyens nécessaires pour exercer la mission de l'Église, et de pourvoir à la sécurité sociale du personnel à son service (fonds et maisons de retraite). Les syndicats ecclésiastiques existent toujours et fonctionnent de pair avec la forme juridique dans laquelle évoluent aujourd'hui les diocèses de France.

En effet, chaque diocèse et ses paroisses sont juridiquement représentés par l'Association Diocésaine. L'Évêque en est le président. L'économiste diocésain n'a qu'une voix consultative et non délibérative. Une Assemblée Générale a lieu chaque année pour présenter les comptes de l'exercice écoulé. Depuis 2007, un commissaire aux comptes vérifie les comptes consolidés de l'association en vue de les certifier.

Au niveau civil, c'est donc le conseil d'administration de l'Association Diocésaine (l'Évêque assisté d'administrateurs) qui a qualité pour prendre toute décision concernant l'administration des biens du diocèse, le terme administration étant entendu dans son sens le plus large.

Nous retrouvons donc dans la série L, les fonds d'archives des différentes structures juridiques attachées à l'Association Diocésaine de Cambrai :

- le Syndicat ecclésiastique,
- l'Association diocésaine,
- les différentes Sociétés Civiles Immobilières, qui peuvent être considérées comme des "filiales immobilières", créées pour gérer par territoire et plus localement les biens immobiliers nécessaires au fonctionnement de la vie de l'Église. Ces sociétés viennent souvent remplacer des associations types 1901 qui existaient initialement à l'échelon d'une paroisse. En effet, à l'origine, dans chaque paroisse existait une/des association(s) locale ayant pour but d'organiser la vie paroissiale. Ces associations avaient généralement comme objet soit la formation morale, sociale, physique et culturelle de jeunes et d'adultes ou de la gestion d'immeubles, de biens leur appartenant et affectés à des fins charitables, sociales, culturelles ou culturelles. Dans le temps, ces associations locales connaissent des mutations juridiques selon le contexte législatif. Bien souvent, le processus est le suivant : les associations de *type loi 1901* se transforment en *Société Civile Immobilière* (SCI) avant de se retransformer en association *type loi 1901* pour fusionner avec l'une des six grandes associations immobilières, filiales de l'Association Diocésaine de Cambrai ; et ce conformément aux modalités de la loi n°69/717 du 8 juillet 1969¹.

¹ Voir [Loi n°69-717 du 8 juillet 1969 relative à certaines dispositions concernant les sociétés - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](http://legifrance.gouv.fr)

[Article 4 modifié par Loi 72-1121 1972-12-20 art. 59 finances pour 1973 JORF 21 décembre 1972, modifié par Loi 69-1160 1969-12-24 art. 12 finances rectificative pour 1969 JORF 27 décembre 1969](#)

Les sociétés par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés civiles ayant pour activité principale, à la date de publication de la présente loi, la gestion d'immeubles qui leur appartiennent et qu'elles louent ou affectent à des fins charitables, éducatives, sociales, sanitaires, culturelles ou culturelles, peuvent, dans les conditions fixées ci-dessous, se transformer en associations régies par la loi du 1er juillet 1901 ayant une activité et un but analogues. Cette transformation n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle. Elles peuvent aussi, à condition d'y avoir été préalablement autorisées, par un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie et des finances, décider leur dissolution et la dévolution de leur actif à une ou plusieurs personnes morales constituées à des fins charitables, éducatives, sociales, sanitaires, culturelles ou culturelles, et soumises à l'un des régimes définis par les articles 1er à 21 de la loi du 1er juillet 1901 ou par les articles 18 à 24 de la loi du 9 décembre 1905.

La décision de transformation ou la décision de dissolution et de dévolution est prise en assemblée générale des porteurs de parts ou des actionnaires selon le cas. Elle ne délibère valablement que si ceux-ci, présents ou représentés, possèdent au moins sur première convocation la moitié, et sur deuxième convocation, le quart des parts ou actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Les dispositions du présent article cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 1974

Cette transformation s'explique par le fait que réglementairement, ne peuvent fusionner que deux entités ayant les mêmes niveaux juridiques qu'il ne peut être fusionner deux sociétés ayant un statut juridique différent. À ce titre, les SCI se voient contraintes d'être dissoutes puis transformées en association type loi 1901 afin que puissent avoir lieu l'officialisation de la fusion des entités et la fusion des apports immobiliers².

En ce qui concerne l'immobilier de l'enseignement catholique (écoles privées du primaire, du secondaire et du supérieur), celui-ci était souvent constitué originellement par des biens paroissiaux, gérés par des associations paroissiales. C'est pourquoi nous retrouvons des listes d'écoles dans certaines sociétés immobilières. Mais il y avait aussi des propriétés immobilières détenues en biens propres par la direction de l'enseignement catholique. Toutes ces propriétés ont été, au fur et à mesure absorbées par l'enseignement catholique. Des biens diocésains ont donc été cédés en bien propre à l'enseignement catholique. Les documents liés à la gestion des biens immobiliers par la direction de l'enseignement catholique ne sont pas inventoriés en série 1L.

À l'heure actuelle, la stratégie immobilière du diocèse de Cambrai vise une simplification. Cette simplification envisage de dissoudre toutes les grandes associations immobilières. Leurs apports immobiliers venant grossir l'actif immobilier de la seule Association Diocésaine. Il est possible que le syndicat ecclésiastique vienne également à être dissout.

² Ne peuvent fusionner que des associations de type loi 1901 entre elles ou des Sociétés Civiles Immobilières ; mais pas une association de type loi 1901 avec une SCI.

Présentation historique et évolutions juridiques des associations immobilières du diocèse de Cambrai

SOUS-SÉRIE 1 L 04

Associations Indépendantes

- *Association familiale d'enseignement et d'éducation populaire d'Honnecourt*, Honnecourt-sur-Escout (1942 - 1972),
- *Association Immobilière de la paroisse de Solesmes*, Solesmes [1973]

[à compléter]

* ***Association familiale d'enseignement et d'éducation populaire d'Honnecourt (rue de l'église, Honnecourt-sur-Escout) :***

Création le 28 mars 1951,

[Annonce JOAFE n°9 de la parution n°19510070 du 22 mars 1951](#)

Objet : *création et administration de toutes œuvres scolaires, péri et postcolaires et d'éducation physique, intellectuelle et morale Honnecourt ;*

* ***Association Immobilière de la paroisse de Solesmes (27, rue de l'Abbaye, Solesmes) :***

Création le 8 janvier 1973,

[Annonce JOAFE n°102 de la parution n°19730016 du 19 janvier 1973](#)

Objet : *ans poursuivre un but lucratif, formation physique, sociale ou culturelle de jeunes et adultes des deux sexes pour les œuvres de caractère charitable, social, culturel, culturel, d'enseignement et d'éducation populaire, soit directement, soit en facilitant le fonctionnement matériel de telles œuvres, notamment en mettant à leur disposition les immeubles nécessaires à la poursuite de leur objet.*

[à compléter...]

SOUS-SÉRIE 1 L 05-

Association Immobilière *Cambrésis-Ostrevant (1900-1973)*

Fusion avec : l'Association *La Corniche*, 24 quai des Nerviens à Maubeuge

- [1876 ou 1877] : Création sous la forme d'une Société Anonyme Immobilière dont le siège est au n°27 [ou 28], rue Saint Georges à Cambrai.

- 1936 : Transfert du siège social au n°21, boulevard de la liberté à Cambrai.

- 1968 : Evolution en Société anonyme immobilière dont le siège est situé au n°28, rue Saint Georges à Cambrai.

- 1971 : Transformation en société civile particulière dont le siège est situé au n°31, boulevard de la Liberté à Cambrai.

- **1973** : Transformation en association loi type 1901 dont le siège est désormais au n°11, rue du Grand séminaire à Cambrai.

[Annonce JOAFE n°74 de la parution n°19730015 du 18 janvier 1973 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *formation morale, physique, sociale et culturelle de jeunes et adultes par toutes œuvres d'éducation populaire, charitables, sociales, culturelles ou d'enseignement, de caractère catholique, soit directement, soit en facilitant le fonctionnement matériel de telles œuvres, en mettant notamment à leur disposition les immeubles qui leur sont nécessaires.*

- **1973** : Fusion avec l'association *La Corniche*, institut Notre-Dame de la Sambre, n°24 quai des Nerviens, Maubeuge.

L'association *La Corniche* fut créée le 14 juin 1972.

[Annonce JOAFE n°104 de la parution n°19720163 du 13 juillet 1972 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *formation morale, physique, sociale, culturelle de jeunes gens et adultes des deux sexes par les œuvres d'éducation populaire, charitables, sociales, culturelles ou d'enseignement de caractère catholique ou admis comme tel, soit directement, soit en facilitant le fonctionnement matériel de telles œuvres en mettant notamment à leur disposition les immeubles qui leur sont nécessaires.*

- **1989** : Changement de siège social au n°2, rue du Grand-Séminaire à Cambrai et modification de l'objet associatif.

[Annonce JOAFE n°955 de la parution n°19890030 du 26 juillet 1989 | journal-officiel.gouv.fr](#)

- **27 novembre 2003** : Modification de l'objet :

[Annonce JOAFE n°74 de la parution n°19730015 du 18 janvier 1973 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *À ce titre, l'association pourra acquérir, vendre, prendre ou donner à bail tous immeubles bâtis ou non bâtis, en assurer leur exploitation ou administration sous quelque forme que ce soit dans le ressort du diocèse de Cambrai ou des diocèses limitrophes et généralement réaliser toutes opérations immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus spécifiés.*

<p style="text-align: center;">SOUS-SÉRIE 1 L 06- Association Immobilière <i>Escaut-Cambrésis</i> (1897-1977)</p>
--

- **24 février 1974** : Création de l'association *Escaut Cambrésis* sise au 11 rue du Grand séminaire. Elle fusionnera de 1974 à 1975 :

- soit avec des associations type loi 1901
- soit avec des sociétés civiles transformées réglementairement en associations type loi 1901.

- **28 février 1976** : L'association *Escaut Cambrésis* change de forme et devient la nouvelle *Escaut Cambrésis*.

Cette nouvelle association *Escaut-Cambrésis* regroupe en réalité les associations suivantes qui ont été fusionnées de 1974 à 1975 :

- la première forme *Escaut-Cambrésis*,
- l'*Association culturelle de la place Fénelon* (Cambrai),
- l'*Association d'Éducation Populaire du Cercle Jeanne D'arc* (rue de la Liberté, Fontaine-Notre-Dame).

N.B : À chaque fusion, la nouvelle association *Escaut-Cambrésis* absorbe les propriétés immobilières des autres associations.

I - Associations originelles constitutives de l'association *Escaut-Cambrésis* :

*** Association culturelle de la place Fénelon (Cambrai) :**

Création le 7 avril 1971,

[Annonce JOAFE n°43 de la parution n°19710082 du 7 avril 1971 | journal-officiel.gouv.fr](#),

Objet : *formation morale, physique, sociale et culturelle des jeunes et adultes pour des œuvres de caractère catholique et la mise à la disposition de telles œuvres ou de caractère admis comme tel des immeubles qui leur sont nécessaires,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 5 mars 1974 ;

*** Association d'Éducation Populaire du Cercle Jeanne D'Arc (rue de la Liberté, Fontaine-Notre-Dame) :**

Création le 17 décembre 1958,

[Annonce JOAFE n°36 de la parution n°19580304 du 28 décembre 1958 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 14 février 1974.

II - Voici les associations qui fusionnent avec *Escaut-Cambrésis* (présentées par ordre alphabétique de commune) :

*** Association Saint Vincent (14 rue Waldeck Rousseau, Avesnes-les-Aubert) :**

Création le 26 mai 1930,

[Annonce JOAFE n°43 de la parution n°19300129 du 30 mai 1930 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *œuvres d'enseignement et d'éducation populaire ; entretien école libre,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 10 novembre 1975 ;

*** Association Saint Médard (Boussières-en-Cambrésis) :**

Création le 10 mai 1972,

Domaine d'activités : divers,

<https://www.journal-officiel.gouv.fr/pages/associations-detail-annonce/?q.id=id:197201190033>

Objet : *formation morale, physique, sociale et culturelle de jeunes et adultes des deux sexes par les œuvres de caractère charitable, social, culturel, cultuel, d'enseignement ou d'éducation populaire soit directement, soit en facilitant le fonctionnement matériel de telles œuvres, notamment en mettant à leur disposition les immeubles nécessaires à la poursuite de leur objet.*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 12 février 1974,

Dissolution : 2013 ;

*** Association La charité de Briastre (Briastre) :**

Création le 8 janvier 1973,

[Annonce JOAFE n°103 de la parution n°19730016 du 19 janvier 1973 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *sans poursuivre un but lucratif, formation physique, sociale ou culturelle de jeunes et adultes des deux sexes pour les œuvres de caractère charitable, social, culturel, cultuel, d'enseignement et d'éducation populaire, soit directement, soit en facilitant le fonctionnement matériel de telles œuvres, notamment en mettant à leur disposition les immeubles nécessaires à la poursuite de leur objet,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 15 octobre 1976 ;

*** Association culture et loisirs de la région de Clary (Clary) :**

Création le 4 juillet 1971,

[Annonce JOAFE n°87 de la parution n°19710154 du 4 juillet 1971 | journal-officiel.gouv.fr](#),

Objet : *formation morale, sociale, culturelle ou physique des jeunes et adultes par les œuvres d'éducation populaire sociales, sanitaires, culturelles, charitables soit directement, soit en mettant les immeubles nécessaires à la disposition par bail ou autrement d'organismes ayant un but ou un objet analogues, et généralement de toutes activités se rapportant à l'objet précité,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 10 juillet 1974 ;

*** Association *L'Espoir Esnois* (Esnes) :**

Création en 1934,

Domaine d'activités : divers,

[Annonce JOAFE n°34 de la parution n°19370154 du 4 juillet 1937 | journal-officiel.gouv.fr](#),

Objet : *Éducation civique, physique et populaire,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 11 février 1974 ;

*** Association *Société d'Éducation Populaire L'Espérance* (Ligny-en-Cambrésis) :**

Création le 17 décembre 1932,

[Annonce JOAFE n°20 de la parution n°19610133 du 7 juin 1961 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *La création et l'entretien de toutes œuvres complémentaires de l'école, pour les enfants et jeunes gens des deux sexes de la commune de Ligny-en-Cambrésis : patronages, cercles d'études, cours d'enseignement technique ou ménager, sport préparation militaire, gymnastique, et autres, sans exception ni réserve,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 22 août 1974 ;

*** Association *d'Éducation Populaire* (Masnières-en-Cambrésis) :**

Création le 28 novembre 1955,

[Annonce JOAFE n°31 de la parution n°19550285 du 4 décembre 1955 | journal-officiel.gouv.fr](#),

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 18 février 1974 ;

*** Association *d'Éducation Populaire De Mœuvres, Boursies, Doignies* (Mœuvres) :**

Création le 6 février 1961,

[Annonce JOAFE n°9 de la parution n°19610051 du 1 mars 1961 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *éducation populaire sous toutes ses formes,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 25 avril 1975 ;

*** Association *de la paroisse de Quiévy* (Quiévy) :**

[autrefois société civile Rigaut et Châtelain]

Création le 26 novembre 1974,

[Annonce JOAFE n°94 de la parution n°19740304 du 29 décembre 1974 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *Formation morale, sociale, physique et culturelle de jeunes et adultes des deux sexes par les œuvres d'éducation populaire ou de caractère charitable, social, sanitaire, culturel ou cultuel, soit directement, soit en facilitant le fonctionnement matériel de telles œuvres, et notamment en mettant à leur disposition l'immeuble nécessaire à la poursuite de leur objet,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 15 juin 1975 ;

*** Association *Saint Aubert*, (Saint-Aubert) :**

[autrefois connu comme société civile particulière de Saint-Aubert]

Création le 26 novembre 1974,

[Annonce JOAFE n°92 de la parution n°19740304 du 29 décembre 1974 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *formation morale, sociale, physique et culturelles de jeunes et adultes des deux sexes, par les œuvres d'éducation populaire ou de caractère charitable, social, sanitaire, culturel ou cultuel, soit directement, soit en facilitant le fonctionnement matériel de telles œuvres, et notamment en mettant à leur disposition l'immeuble nécessaire à la poursuite de leur objet,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 26 novembre 1974 ;

*** Association Saint Martin (Villers-Outréaux) :**

Création en mars 1972,

[Annonce JOAFE n°75 de la parution n°19730015 du 18 janvier 1973 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *Formation morale, physique, sociale et culturelle de jeunes et adultes par toutes œuvres de caractère charitable, social, culturel, d'enseignement et d'éducation populaire, soit par gestion directe, soit en facilitant le fonctionnement matériel de telles œuvres en mettant notamment les immeubles nécessaires à leur disposition, pour la poursuite de leur objet,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* le 10 juillet 1974 ;

*** Association paroissiale Saint-Pierre de Walincourt (Walincourt) :**

Création le 4 octobre 1974,

[Annonce JOAFE n°52 de la parution n°19740233 du 4 octobre 1974 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *gestion d'immeubles qui lui appartiennent et qu'elle affecte à des fins charitables, sociales, culturelles ou cultuelles,*

Fusion avec *Escaut-Cambrésis* en octobre 1975.

SOUS-SÉRIE 1 L 07-

Association Immobilière *Douaisis-Ostrevant* (1766-1977)

et Autres associations situées sur ce territoire :

***Les Immeubles d'Auby* (1923-1972)**

***Association Jeanne d'Arc à Sin-le-Noble* (1971)**

- **11 juin 1971** : Création de l'association *Douaisis-Ostrevant* sise au 19 rue de l'arbre sec à Douai. Elle fusionnera de 1972 à 1975 :

- soit avec des associations type loi 1901,

- soit avec des sociétés civiles transformées réglementairement en associations type loi 1901.

- **7 janvier 1978** : Modification du siège des associations à la suite des fusions au 19, rue de l'Arbre-Sec à Douai :

[Annonce JOAFE n°106 de la parution n°19780006 du 7 janvier 1978 | journal-officiel.gouv.fr](#)

I - Voici les associations qui fusionnent avec *Douaisis Ostrevant* :

*** L'association *Cercle amical Masnysien* (Masny) :**

Création le 24 octobre 1948,

[Annonce JOAFE n°4 de la parution n°19480253 du 24 octobre 1948](#)

Objet : *Les œuvres d'éducation populaire, charitable, culturelles, cultuelles, sociales, ou encore d'enseignement même péri, post ou paras scolaires, soit directement, soit en mettant les immeubles nécessaires à la disposition d'œuvres ayant un but analogue,*

Fusion avec *Douaisis-Ostrevant* [à une date non connue au moment de la rédaction de l'inventaire].

*** L'association *Les Immeubles du Nord* (n°21, quai du Maréchal Foch, Douai) :**

Création le 26 mai 1969,

[Annonce JOAFE n°37 de la parution n°19690123 du 26 mai 1969](#)

Objet : *favoriser les organismes exerçant une activité charitable, éducative, sociale ou culturelle, notamment en mettant à leur disposition les immeubles qui leur sont nécessaires*
Fusion avec *Douaisis-Ostrevant* le 23 décembre 1975 ;

*** L'association *La Confiance* (n°19 rue l'Arbre Sec, Douai) :**

Originellement, c'est une S.A. créée le 04 mai 1923,

Transformation en association le 19 mai 1971,

[Annonce JOAFE n°95 de la parution n°19710124 du 29 mai 1971 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet de l'association : *faciliter le fonctionnement matériel d'organismes ayant un caractère paroissial, charitable, social, éducatif, culturel, culturel ou encore d'éducation populaire ou d'enseignement en mettant à leur disposition, par bail ou autrement, tous immeubles nécessaires à la poursuite de leurs œuvres et, généralement, toutes activités se rapportant à l'objet précité,*

Fusion avec *Douaisis-Ostrevant* le 21 juin 1973 ;

***L'association *Union de Sin-le-Noble et Région du Nord* (Sin-Le-Noble) :**

Originellement, c'est une S.A. créée le 27 octobre 1896,

Transformation en association le 29 décembre 1971,

[Annonce JOAFE n°108 de la parution n°19720009 du 12 janvier 1972](#)

Objet : *formation morale, sociale, culturelle des jeunes et adultes des deux sexes par toutes œuvres de caractère charitable, social, culturel, sanitaire, d'éducation culturelle ou encore d'éducation populaire de caractère catholique ou reconnues comme telles soit directement, soit en mettant les immeubles qui leur sont nécessaires à la disposition d'organismes poursuivant un objet analogue, et généralement de toutes activités se rapportant à l'objet précité.*

Fusion avec *Douaisis-Ostrevant* le 5 juillet 1973

****La Foncière d'Arleux* (Arleux) :**

Création le 3 septembre 1934,

[Annonce JOAFE n°72 de la parution n°19690093 du 20 avril 1969 | journal-officiel.gouv.fr](#)

Objet : *achat, construction, administration, exploitation directe ou indirecte de toutes propriétés bâties ou non bâties et tout ce qui s'y rattache directement ou indirectement, y compris toutes participations que l'association pourrait prendre dans tous organismes entrant dans son objet ; mise à disposition, par bail ou autrement, desdits immeubles à des organismes de caractère paroissial, charitable, éducatif ou d'éducation populaire et, généralement, toute opération quelconque de caractère civil entrant dans l'objet précité,*

Fusion avec *Douaisis-Ostrevant* le 25 septembre 1972 ;

*** *Association Lécluse-Pont de la Deûle* (Flers-en-Escrebieux):**

Originellement, c'est une S.A.R.L créée le 25 septembre 1925,

Transformation en société civile le 5 mai 1970,

Transformation en association de type loi 1901 le 11 décembre 1975,

[Annonce JOAFE n°62 de la parution n°19750287 du 11 décembre 1975](#)

Objet de l'association : *achat, construction, administration, exploitation directe ou indirecte de toutes propriétés bâties ou non bâties et tout ce qui s'y rattache directement ou indirectement, y compris toutes participations que l'association pourrait prendre dans tous organismes entrant dans son objet ; mise à disposition, par bail ou autrement, desdits immeubles à des organismes de caractère paroissial, charitable, éducatif ou d'éducation populaire et, généralement, toute opération quelconque de caractère civil entrant dans l'objet précité,*

Fusion avec *Douaisis-Ostrevant* le 14 octobre 1975 ;

II – Associations immobilières se trouvant sur le territoire du Douaisis et de l'Ostrevant

*** Les Immeubles d'Auby (n°18, rue Jules Guesde, Auby) :**

- 1923 - 1924 : Constitution de la *Société anonyme Les Immeubles d'Auby* au n°4 rue Victor Hugo à Auby.
- 1925 - 1927 : Sur la parcelle de terrain connu comme étant le 4 rue Victor Hugo, de 1925 à 1926, la société construit le presbytère d'Auby. En 1927, la salle d'œuvres est construite.
- 1951 : Construction d'un immeuble rue Jean Jaurès à Auby.
- 1961 : Louis Renié président de la société anonyme se retire.
- 1962 - 1963 : Les décisionnaires décident de liquider la *Société Anonyme Les Immeubles d'Auby*. Cette liquidation est effective le 1er janvier 1963. Au cours de la liquidation, les immeubles d'Auby que sont le presbytère, la salle d'œuvres et une habitation sont transférés à l'Association Diocésaine de Cambrai. En raison d'un coût élevé pour la liquidation, les décisionnaires ont décidé de transformer la S.A. en S.C.I. Cette transformation est effective le 30 mars 1963, avec un changement de siège au n° 18 rue Jules Guesde.

Création le 22 octobre 1971,

[Annonce JOAFE n°60 de la parution n°19710256 du 1 novembre 1971](#)

Objet : *propriété et gestion de tous immeubles lui appartenant et de ceux qui pourraient devenir sa propriété par voie de location ou d'affectation à des établissements d'enseignement catholique de tous ordres, d'œuvres d'éducation populaire, de colonies de vacances et, généralement, à toutes œuvres charitables, sociales, éducatives et culturelles de caractère catholique*

*** Association Jeanne d'Arc (n° 35, rue Saint-Joseph, Sin-Le-Noble) :**

Création le 14 mai 1971,

[Annonce JOAFE n°26 de la parution n°19710119 du 23 mai 1971](#)

Objet : *formation morale, physique, sociale et culturelle de jeunes et adultes des deux sexes pour les œuvres d'éducation populaire, charitables, sociales, culturelles ou d'enseignement, de caractère catholique ou admis comme tel, soit directement, soit en facilitant le fonctionnement de telles œuvres ou en mettant notamment à leur disposition les immeubles qui leur sont nécessaires.*

[On retrouve une association Jeanne d'Arc à Sin-le-Noble, avec une modification le 18 septembre 1998, avec comme nouveau siège social le 96 rue Jean-Baptiste Lebas à Sin-le-Noble (Annonce JOAFE n°982 de la parution n°19980041 du 10 octobre 1998), qui est dissoute le 04 août 2000 (Annonce JOAFE n°849 de la parution n°20000043 du 21 octobre 2000)].

SOUS-SÉRIE 1 L 08-
Association Immobilière Avesnois-Thiérache
[à venir]

SOUS-SÉRIE 1 L 09-
Association Immobilière Valenciennes-Hainaut
[à venir]

SOUS-SÉRIE 1 L 10-
Association Immobilière *Valenciennes-Escaut-Scarpe*
[à venir]



Répertoire Numérique Détaillé

Sous-Série 1L 06. -

Association Immobilière *Escaut-Cambrésis*

<i>Cote</i>	<i>Analyse</i>	<i>Dates extrêmes</i>
I- Constitution de l'Association immobilière Escaut-Cambrésis		
A - Associations originelles		
1L 06. 01. 01-05	<p>Société Immobilière de la place Fénelon, Maison Saint-Aubert, 8 place Fénelon, Cambrai. –</p> <p>01. Immeuble, 8 place Fénelon, acquisition en 1929 : notes manuscrites (s.d.) ;</p> <p>02. Transformation de la Société Civile Immobilière de la place Fénelon en Société Anonyme dénommée <i>Société Immobilière de la place Fénelon</i> : procès-verbal d'assemblée générale et premiers statuts de la Société Anonyme (1952) ;</p> <p>03. Reprise de la forme juridique initiale en Société Civile : procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire (1968, 5 juillet), parution légale dans la <i>Croix du Nord</i> (1968, 27 octobre) (1968, 5 juillet - 27 octobre) ;</p> <p>04. Transformation en association de type loi 1901 dénommée <i>Association culturelle de la place Fénelon</i> : procès-verbal d'assemblée générale (1971, 25 mars), statuts, parution légale dans le <i>Journal Officiel</i> (1971, 7 avril), cahier des assemblées générales (1971, 25 mars-1973, 31 janvier) (1971, 25 mars - 1973, 31 janvier) ;</p> <p>05. Fusion avec l'Association <i>Escaut Cambrésis</i> : procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire (1974, 5 mars), récépissé du dépôt en Sous-Préfecture, notes manuscrites (1974, 5 mars - 10 octobre).</p>	1952 - 1974, 10 octobre
1L 06. 02. 01-02	<p>Association d'éducation populaire du Cercle Jeanne D'arc, rue de la Liberté, Fontaine-Notre-Dame. –</p> <p>01. Déclaration en association de type loi 1901 et gestion des biens immobiliers : statuts (1958, 8 décembre), élection du président d'association, rapport de l'assemblée générale concernant la décision à prendre pour le devenir de l'immeuble rue Roger Salengro (1967, 3</p>	1958, 8 décembre - 1974, 14 février

	<p>septembre), exemplaire d'un <i>Bulletin Officiel Municipal</i> de Fontaine-Notre-Dame (1973)</p> <p>(1958, 8 décembre - 1967, 3 septembre) ;</p> <p>02. Fusion avec l'Association Escaut-Cambrésis : note manuscrite, procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire (1974, 14 février).</p>	
B- Nouvelle forme de l'association		
1L 06. 03. 01-02	<p><i>Association Escaut Cambrésis.</i> –</p> <p>01. Forme originelle de l'association, création : parution légale dans le <i>Journal Officiel</i> (10 exemplaires) (1974, 24 février) ;</p> <p>02. Création de la nouvelle Association Escaut Cambrésis sise au n°11 rue du Grand Séminaire, à la suite de la fusion de trois associations nommées Association d'éducation populaire Jeanne d'Arc (rue de la Liberté à Fontaine-Notre-Dame), l'Association culturelle de la place Fénelon (n°8, place Fénelon à Cambrai) et l'Association Escaut Cambrésis (n°11, rue du Grand Séminaire à Cambrai) : parution légale dans le <i>Journal Officiel</i> (2 exemplaires) (1976, 28 février).</p>	1974, 24 février -1976, 28 février
II- Fusion avec d'autres associations (classées par ordre alphabétique de commune)		
1L 06. 04. 01-02	<p><i>Association Saint Vincent, 14 rue Waldeck Rousseau, Avesnes-les-Aubert.</i> –</p> <p>01. Gestion de l'association : note concernant les rôles des personnes présentes dans l'association (s. d.), bail concernant la location d'une propriété appartenant à Mme Céleste GHIENNE à M. GHIENNE agriculteur à Avesnes-les-Aubert concernant les bâtiments dépendant de l'habitation situé au N° 35, rue Barbusse à Avesnes-les-Aubert (1949, 21 avril), conseil d'administration de l'association [1967], (1949, 21 avril – [1967]) ;</p> <p>02. Fusion avec l'Association Escaut-Cambrésis :</p> <p>02.01. Association, constitution : Copies de documents tapuscrits concernant les statuts de l'Association Saint Vincent, transféré au N°24 rue Jules Ferry (s. d.) ;</p> <p>02.02. Projet de fusion : notes manuscrites et tapuscrits concernant le projet de fusion avec l'association <i>Escaut Cambrésis</i>. (1974, 14 décembre – 1975, 27 janvier) ;</p> <p>02.03. Mise en œuvre de la fusion avec l'Association Escaut-</p>	1949, 21 avril- 1975, 10 novembre

	<p>Cambrésis : Documents tapuscrits regroupent des actes et des retranscriptions d'assemblées générales de l'association concernant la mise en œuvre de la fusion.</p> <p>(1975, 11 septembre – 10 novembre).</p>	
<p>1L 06. 05. 01-08</p>	<p>Société Immobilière de Boussières en Cambrésis. –</p> <p>01. Constitution et rédaction des statuts : note concernant l'établissement des fonds à apporter (s. d.), pouvoirs pour l'assemblée générale constitutive de M. MERIAUX, l'abbé MENTION, l'abbé DOUCHET, Pierre DEHES, Paul CATTELAÏN (1933), correspondance pour le dépôt des statuts établis par Maître Achille DESTRE, notaire, avec copie de statuts et brouillons manuscrits préparatoires annotés (1933)</p> <p>(1933, 9 janvier - 1^{er} octobre) ;</p> <p>02. Gestion des parts :</p> <p>02.01. Historique et évolution des parts : notes manuscrites concernant notamment les parts de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'abbé Eugène-Henri LASSELIN, - Apollinaire MOTTE, - Émile LASSELIN, - René FLAMENT <p>(1933- 1966 mars),</p> <p>02. 02. Cessions de parts, contractualisation : correspondance, notes manuscrites et bulletins originaux de transmission de parts pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apollinaire MOTTE, - Émile LASSELIN, - Paul LASSELIN, - Louis SENEZ, - Jean Leroy-LASSELIN, - Jean LASSELIN-JAKALOWSKI, - René FLAMENT, - l'abbé Ernest HARRY, - l'abbé Gustave HAUDEGOND, <p>(1963, 17 avril – 1966, 2 septembre),</p> <p>02.03. Part de Abdon VILLAIN, transmission à son fils Jean VILLAIN : correspondance, lettre notariée et enregistrement au greffe de la minute déposée chez Maître Achille DESTRE, notaire à Cambrai du pouvoir 03 août 1945</p> <p>(1945, 10 février - 1945, 03 août),</p> <p>02. 04. Legs et parts de l'abbé CATTELAÏN, cessions : remerciements de l'abbé CATTELAÏN à destination de M. MERIAUX (1967, 27 novembre), bulletins de transmission de parts vierge, notes manuscrites notamment au sujet de ses dispositions testamentaires</p> <p>(1967, 27 novembre) (1933 - 1967, 27 novembre) ;</p> <p>03. Conseil d'administration composé notamment de l'abbé LASSELIN, Louis SENEZ, René FLAMENT et Apollinaire MOTTE :</p>	<p>1933, 09 janvier - 1974, 14 février</p>

	<p>03.01. Délibérations : registre (1933, 24 février - 1966, 28 août) ;</p> <p>03.02. Conseil d'administration, fonctionnement : copie de procès-verbaux de délibérations (1952), notes manuscrites avec points d'ordre du jour, éléments comptables et une autre sur la référence du <i>Journal Officiel</i> de mai 1933 (1952 - 1962) (1933, 24 février - 1966, 28 août) ;</p> <p>04. Assemblées générales :</p> <p>04.01. Assemblées générales : registre des délibérations (1936, février - 1965) ;</p> <p>04.02. Assemblée générale de 1945, déroulement : rapport du conseil d'administration, exemplaires des pouvoirs de Paul CATTELIN (1945, 10 juillet), Clotilde VILLAIN [1945], de LAPISSE (1945, 12 juillet), de P. HAUDEGON et de l'abbé VERIN à destination de l'abbé LASSELIN (1945, 19 juillet) (1945, 10-19 juillet) (1936, février - 1965) ;</p> <p>05. Comptabilité :</p> <p>05.01. Gestion comptable : livre d'inventaire (1933, 31 décembre - 1965, 31 décembre),</p> <p>05.02. Gestion des comptes : notes manuscrites sur les exercices budgétaires des années 1945-1966, notes relatives au paiement des cessions de parts en date du 14 mars 1966 et des cessions de parts établies entre les abbés LASSELIN et CATTELIN [1966] (1937 - [1966]) (1933, 31 décembre - [1966]) ;</p> <p>06. Gestion immobilière :</p> <p>06.01. Loyers des propriétés immobilières, gestion : notes manuscrites sur le montant et paiement des loyers (1948-1949),</p> <p>06.02. Gestion de la Société Immobilière, impôts fonciers : feuilles d'impôts fonciers (1946-1951),</p> <p>06. 03. Propriété à usage d'école libre et de logements des institutrices avec l'Association familiale d'éducation et d'enseignement populaire de Boussières, rue de Beauvois, projet de bail d'une propriété : notes manuscrites sur l'attestation de propriété avec extrait de de la matrice cadastrale au dos, projet manuscrit de la minute d'attestation de propriété (1961, 7 juin) (1951 - 1961, 7 juin) ;</p> <p>06. 04. Assurances auprès de la société <i>La Prévoyance</i>, souscription et règlement : police d'assurance, notes manuscrites, correspondance, quittance de prime incendie (1945, septembre), reçu (1945, août - octobre) (1945, août - 1961, 7 juin) ;</p>	
--	--	--

	<p>07. Transformation en Association type loi 1901 dénommée <i>Association Saint-Médard</i> :</p> <p>07. 01. Siège social au 8, rue Beauvois dans la propriété à usage scolaire, instauration : plan manuscrit, lettre par M. CATTELIN et M. MOTTE, président et secrétaire adressée au Sous-Préfet du Nord [Jean DESGRANGES] (1972, 11 février), lettre d'Antoine DERNONCOURT adressée au curé de Bévillers demandant la transmission des pièces officielles (1972, 18 avril)</p> <p style="text-align: right;">(1972, 11 février - 18 avril),</p> <p>07. 02. Société Civile Immobilière de Boussières, transformation en association type loi 1901 dénommée <i>Association Saint-Médard</i> : nouveaux statuts (1972, 11 février), feuille d'émargement et procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés (deux exemplaires) (1972, 11 février), parution légale dans le <i>Journal Officiel</i> (1972, 21 mai), lettre à destination de Maître DEROUVROY relative à la transmission de documents concernant le changement de statut (1973, 19 janvier)</p> <p style="text-align: right;">(1972, 11 février - 1973, 19 janvier) ;</p> <p>08. Fusion avec l'Association <i>Escaut-Cambrésis</i> : lettre de remerciement de l'abbé LAUDE (11 février 1974), deux listes d'émargement de l'assemblée générale extraordinaire (12 février 1974), procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire (deux exemplaires) (12 février 1974), feuille d'émargement (14 février 1974)</p> <p style="text-align: right;">(1974, 11 février - 1974, 14 février).</p>	
<p>1L 06. 06. 01-06</p>	<p><i>Association immobilière La Charité de Briastre</i> (presbytère rue Paul Doumer, Briastre). –</p> <p>01. Registre d'Assemblées générales : un registre regroupant les statuts de l'association et les procès-verbaux d'assemblées.</p> <p style="text-align: right;">(1897, 18 juin – 1975, 12 avril) ;</p> <p>02. Presbytère de Briastre, location par l'<i>Association immobilière La Charité</i> : lettre tapuscrite</p> <p style="text-align: right;">(1952, 21 novembre) ;</p> <p>03. Possessions immobilières, gestion : un document avec notice historique notamment sur le pensionnat rural et colonies de vacances de Briastre, un plan de proposition d'aménagement d'une salle rue Aristide Briand (s. d.),</p> <p style="text-align: right;">(1952, 21 novembre - 1977, 10 mars) ;</p> <p>04. S.A.R.L. <i>La Charité de Briastre</i>, transformation en société civile : notes manuscrites, acte notarié et copie de l'acte notarié des 12 janvier et 16 juin 1970, parution officielle dans le journal <i>La Gazette</i> n°91 (1970, 31 juillet-1^{er} aout)</p> <p style="text-align: right;">(1969 - 1970) ;</p>	<p>1897, 18 juin - 1977, 10 mars</p>

	<p>05. Société civile, transformation en association type loi 1901 et modification des statuts : dépôt de pièces à l'étude de M. Michel L'HERMINE, notaire à Solesmes (1972, 21 décembre), registre manuscrit comprenant les statuts et les modifications (1972, 30 novembre - 1973, 10 janvier), parution légale dans le <i>Journal Officiel</i> (1973, 19 janvier), lettre tapuscrite de M. Michel L'HERMINE, notaire, envoyé à M. Joseph LAMOUR (1973, 26 mars) (1972, 30 novembre - 1973, 26 mars) ;</p> <p>06. Fusion avec l'Association l'Immobilière Escaut-Cambrésis : lettre manuscrite du président de l'association Joseph LAMOUR à M. DERNONCOURT (1976, 8 octobre), lettre tapuscrite de M. DERNONCOURT à M. LAMOUR (1973, 13 octobre), réponse manuscrite de M. LAMOUR à M. DERNONCOURT (1976, 15 octobre), procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'association (1976, 25 octobre) (1976, 8 octobre - 25 octobre).</p>	
<p>1L 06 .07. 01-03</p>	<p>Association culture et loisirs de la région de Clary, n°4, place de la Victoire, Clary. –</p> <p>01. Société Civile, gestion des affaires courantes : statuts (1924, 19 juin), note manuscrite sur les possessions immobilières de la paroisse, correspondance, note manuscrite au sujet des cessions de parts (s.d.) (1924) ;</p> <p>02. Transformation de la Société Civile Immobilière en Association type loi 1901, projet : correspondance entre Maître François DUTEMPLE, notaire, et Antoine DERNONCOURT, projet des nouveaux statuts (1971) ;</p> <p>03. Fusion avec l'Association Escaut-Cambrésis : correspondance entre Jean DUVERGER et Antoine DERNONCOURT pour la préparation de l'assemblée générale extraordinaire (1974, 11 et 19 juin), procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire avec sa liste d'émargement (1974,10 juillet) (1974, juin - 1974, juillet).</p>	<p>1924, 19 juin - 1974, 10 juillet</p>
<p>1L 06. 08. 01-02</p>	<p>Association L'espoir Esnois, rue de l'Église, Esnes-en-Cambrésis.–</p> <p>01. Création de l'association type loi 1901 : fiche documentaire, interne au service immobilier diocésain, copies des statuts (1937, 15 juin) (1937, 15 juin) ;</p> <p>02. Fusion avec l'association Escaut-Cambrésis : correspondance entre Maître Jean-Louis DUTEMPLE, notaire à Walincourt et Antoine DENONCOURT (1973, 13 décembre), correspondance entre Antoine DERNONCOURT et l'abbé Michel CROMBEZ (1974, 6-11 février),</p>	<p>1937, 15 juin – 1974, 11 février</p>

	procès-verbaux de l'assemblée générale extraordinaire (1974, 11 février) (1973, 13 décembre- 1974, 11 février).	
1L 06. 09. 01-03	<p>Association l'Espérance, place Jean Jaurès, Ligny en Cambrésis. –</p> <p>01. Statuts, modifications : note manuscrite (s.d.), statuts de l'association créée le 17 décembre 1932, registre (1959, 22 février), correspondance entre l'URIOPSS (1959, 27 février et 11 mars) et l'abbé HAUDEGON, correspondance entre URIOPSS et Jean BAZIN-PETIT, président de l'association (1959, 17 avril), brouillon de lettre adressé au Sous-Préfet du Nord, Jacques PENEL, (1959, 9 mars), copies des modifications de statuts (1959, 9 mars), copie et original de récépissé de déclaration (1959, 27 mars), copie d'une délibération d'assemblée générale (1959, 4 août), note manuscrite comprenant un arbre généalogique de la famille De BAILLANCOURT [1959] (1932, 17 décembre - 1959, 4 août) ;</p> <p>02. Association L'Espérance, changement de siège : correspondance avec le Sous-Préfet, Jacques PENEL, au sujet de la vente d'un bien (1960, 6 juillet), récépissé de déclaration du changement de siège (1960, 22 juillet), extrait du procès-verbal de l'assemblée générale, modification des statuts (1961, 12 mai) (1960, 6 juillet - 1961, 12 mai) ;</p> <p>03. Fusion avec l'Association Escaut-Cambrésis : fiche d'identification au répertoire national des entreprises, procès-verbaux d'assemblée générale ordinaire et extraordinaire (1974, 22 août), notes manuscrites (s.d.), fiche interne au service immobilier (1974, 5 mai - 1974, 22 août).</p>	1932, 17 décembre - 1974, 22 août
1L 06. 10. 01-02	<p>Association d'éducation populaire de Masnières, siège ruelle de l'Église, Masnières. –</p> <p>01. Création et apports fonciers : correspondance entre Jean LEFORT et le Sous-Préfet [André DUPUY] (1955, 17 novembre), récépissé préfectoral de déclaration de création (1955, 28 novembre), registre des assemblées générales avec la parution légale dans le <i>Journal Officiel</i> (1955, 4 décembre), inscription de l'association à l'Union Régionale Interfédérale des Œuvres et organismes Privés Sanitaires et Sociaux [URIOPSS] (1955, 7 décembre), extrait d'un procès-verbal d'assemblée générale ordinaire précisant la donation de Roland DE LA MOTTE SAINT-PIERRE d'un terrain situé ruelle de l'Église, (1957,4 janvier) (1955, 17 novembre - 1957, 4 janvier) ;</p> <p>02. Fusion avec l'association Escaut-Cambrésis : procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire (1974, 18 février), document interne (1974, 18 février).</p>	1955, 17 novembre - 1974, 18 février

<p>1L 06. 11. 01-05</p>	<p><i>Association d'Éducation Populaire de Mœuvres, Boursies, Doignies, située au presbytère de Mœuvres. -</i></p> <p>01. Transformation de l'Association d'Éducation Populaire de Graincourt, Bourlon, Saint-lez-Marquion, Inchy-en-Artois, Mœuvres et Doignies en Association d'Éducation Populaire de Mœuvres-Boursies et Doignies : document tapuscrit donnant des renseignements pour la création d'association (s.d.), statuts de l'Association d'Éducation Populaire de Graincourt, Bourlon, Saint-lez-Marquion, Inchy-en-Artois, Mœuvres et Doignies (<i>G.B.S.I.M.D.</i>) créée le 2 février 1953 [1953, février], nouveaux statuts de l'Association d'Éducation Populaire de Mœuvres-Boursies et Doignies (1961, 2 février), parution légale dans le <i>Journal Officiel</i> (1961, 1^{er} mars), lettre tapuscrite adressée aux paroissiens de Mœuvres annonçant la création de l'association avec la présentation de ses membres (1961, 17 avril), note manuscrite du directeur de l'association à l'Archevêché de Cambrai au sujet des possessions immobilières (1969, 10 octobre) ([1953, février] - 1969, 10 octobre) ;</p> <p>02. Gestion de l'association, comptabilité et imposition : registre reprenant les statuts de l'association <i>Société d'Education populaire de Doignies-Boursies</i> (créée le 2 février 1934) et le compte de caisse des quêtes de l'église [de Mœuvre] pour les années 1948 à [1952], registre des dépenses et des recettes pour les années 1964 à 1965, contenant un avis d'imposition de l'association de l'année 1966, avis d'imposition (1956, novembre - 1964, avril) (1948 - 1966) ;</p> <p>03. Assemblées générales, déroulement : registre avec les procès-verbaux et les réunions d'assemblées générales (1961, 2 février - 1964, 9 juillet) ;</p> <p>04. Union régionale interfédérale des œuvres privées sanitaires et sociale (U.R.I.O.P.S.S.), inscription à l'organisme et au registre contentieux pour le conseil sur les modifications de statuts : brochure de présentation de l'U.R.I.O.P.S.S., correspondance avec les abbés Wartelle et Martin (1957-1970), acquittement de cotisations (1963-1970) (1956, novembre - 1970 février) ;</p> <p>05. Fusion avec l'Association Immobilière Escaut-Cambrésis : procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire concernant la fusion de l'Association d'Éducation Populaire de Mœuvres-Boursies et Doignies avec l'Association Immobilière Escaut-Cambrésis (1975, 25 avril).</p>	<p>1949, 5 janvier - 1975, 25 avril</p>
<p>1L 06. 12. 01-02</p>	<p><i>Association paroissiale de Quiévy, n°11, rue Jean Jaurès, Quiévy. -</i></p>	<p>1972, 7 novembre -</p>

	<p>01. Transformation de la Société Civile <i>Rigaut et Chatelain</i> en <i>Association de la paroisse de Quiévy</i> : copie des statuts déposés chez Maître DEROUVROY, notaire à Quiévy (1972, 7 novembre), notes manuscrites notamment au sujet des membres de l'association et de l'organisation d'une assemblée générale, parution légale dans le <i>Journal Officiel</i> (1974, 29 décembre) (1972, 7 novembre - 1974, 29 décembre) ;</p> <p>02. Fusion avec l'Association <i>Escaut-Cambrésis</i> : note manuscrite, copie du procès- verbal de l'assemblée générale (1975, 15 juin).</p>	<p>1975, 15 juin</p>
<p>1L 06. 13. 01-03</p>	<p><i>Association Saint-Aubert, n°19, rue Sadi Carnot, Saint-Aubert. -</i></p> <p>01. Société Civile Particulière de Saint-Aubert créée en 1931, informations éparses : lettre de Maître Bernard DEROUVROY à Antoine DERNONCOURT pour la transmission des statuts originaux (1970, 26 novembre), notes internes dont une sur l'assemblée générale du 18 janvier 1973 (s.d.) (1970, 26 novembre - 1973, 18 janvier) ;</p> <p>02. Succession du P. Xavier LOBRY, lazariste, transferts de parts sociales de la Société Civile Particulière à ses ayants-droits : correspondance de Pierre GAUSSIN, notaire à Antoine DERNONCOURT transmettant des documents de successions émanant du consul général de France en Turquie (Istanbul), lieu de décès du P. LOBRY (1962-1972) ;</p> <p>03. Fusion avec l'Association <i>Escaut Cambrésis</i> : déclaration de l'association au <i>Journal Officiel</i> (1974, 26 novembre), procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire avec liste des présents (1975, 7 mars), notes manuscrites (1974, 22 octobre) (1974, 22 octobre - 1975, 7 mars).</p>	<p>1970, 26 novembre - 1975, 7 mars</p>
<p>1L 06. 14. 01-03</p>	<p><i>Société Civile Immobilière de Villers-Outréaux, place maréchal Foch, Villers-Outréaux. -</i></p> <p>01. Évolution : copie intégrale de l'acte notarial de la création de la société en date du 9 février 1926, copie des statuts (1926, 18 février), dossier d'étude de Maître LEFEBVRE pour la prorogation de la Société Civile Immobilière pour 50 ans (1967), complété d'une note (1972, 2 septembre), note manuscrite sur les cessions et projet de ventes des biens immobiliers ainsi que sur le projet de transformation de la Société Civile en Association (1926- 1972) ;</p> <p>02. Transformation de la Société Civile Immobilière en Association type loi 1901 dénommée <i>Association Saint-Martin</i> : procès-verbal d'assemblée générale avec feuille d'émargement (1972), correspondance soulignant la parution au <i>Journal officiel</i> en</p>	<p>1926- 1974</p>

	<p>mars 1972, statuts de l'association (1972, mars) ;</p> <p>03. Fusion de l'Association Saint-Martin avec l'Association Escaut Cambrésis : lettre dactylographiée d'Antoine DERNONCOURT à François DUTEMPLE notaire en charge du dossier préparatoire, correspondance entre Antoine DERNONCOURT et l'abbé François TROCQUENET (1974, 7 février), transmission de pièces justificatives (1975, 21 février), procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire (1974,10 juillet) (1974, 7 février - 1974, 10 juillet).</p>	
1L 06. 15. 01-03	<p>Société Civile Immobilière de Walincourt, 29, rue Faidherbe, Walincourt. –</p> <p>01. Société Civile Immobilière, créée en 1923, transferts de parts immobilières : actes notariés (1925, 9 juin ; 1930, 28 novembre ; 1933, 28 novembre) (1925, 9 juin - 1933, 28 novembre) ;</p> <p>02. Transformation de la Société Civile Immobilière en association type loi 1901 dénommée Association Saint-Pierre : Correspondance entre l'abbé Lucien POUILLE et Antoine DERNONCOURT à propos des statuts de l'association et des transferts de parts (1969, 26 septembre - 1970, 2 avril 1970), notes internes au service immobilier diocésain, procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire et liste de présence (1972, 2 décembre), statuts modifiés (1972, 2 décembre), dossier juridique de dépôt de pièces pour la transformation de la Société Civile Immobilière en Association type loi 1901 (1974, 28 août), parution au Journal Officiel (1974, 4 octobre) (1969, 26 septembre-1974, 4 octobre) ;</p> <p>03. Fusion de l'Association paroissiale Saint-Pierre de Walincourt avec l'Association Escaut Cambrésis : procès-verbal d'assemblée générale (1975, février), rapport moral et financier (1975, 16 octobre) (1975, février - 16 octobre).</p>	1925, 9 juin - 1975, 16 octobre
III- Addendas (à partir de 2024)		
1L 06. 16. 01-02	<p>Association La Renaissance, n° 24 rue Jules Ferry, Avesnes-les-Aubert. –</p> <p>01. Société Anonyme, transformation en association type loi 1901 : fiche récapitulative de présentation de l'association interne au service immobilier du diocèse, copies tapuscrites de l'acte notarié du 30 mai 1968 (1967, 15 novembre - 1968, 29 novembre) ;</p> <p>02. Membres du bureau de l'association, changements : copies de courriers adressées en sous-préfecture (1975), notes manuscrites sur</p>	1967, 15 novembre - 1975, 21 septembre

	l'évolution du bureau (s.d.) (1974, 31 septembre - 1975, 21 septembre).	
--	---	--



